

PÉROU / JAPON

Alberto Fujimori doit être traduit en justice pour atteintes aux droits humains

Index AI : AMR 46/016/2003

ÉFAI

Embargo : mardi 29 juillet 2003 (17 h 00 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Aujourd'hui, mardi 29 juillet 2003, le gouvernement péruvien remet aux autorités japonaises une demande d'extradition concernant l'ancien président Alberto Fujimori. Amnesty International exhorte le gouvernement japonais à ne plus fermer les yeux sur la responsabilité de Fujimori dans les atteintes aux droits humains perpétrées au Pérou au cours de sa présidence.

L'organisation de défense des droits humains demande instamment aux autorités japonaises d'extrader Alberto Fujimori vers le Pérou, où des poursuites judiciaires ont été engagées contre lui, ou d'ouvrir une enquête au Japon sur sa responsabilité dans les violations des droits fondamentaux commises durant sa présidence.

« *Le gouvernement japonais ne peut pas – et ne doit pas – se dérober : il est tenu de coopérer en vue de traduire en justice l'ancien président du Pérou, Alberto Fujimori, réfugié au Japon et inculpé au Pérou d'atteintes aux droits humains* », a déclaré Amnesty International.

« *Les violations généralisées et systématiques des droits fondamentaux perpétrées au Pérou sous la présidence d'Alberto Fujimori constituent des crimes contre l'humanité. Tous les États ont la capacité et la responsabilité d'exercer leur compétence universelle. Tous sont tenus de poursuivre en justice et de condamner toute personne responsable de tels crimes, et de coopérer en vue de sa localisation, de son arrestation et de sa condamnation* », a poursuivi l'organisation de défense des droits humains.

Durant les dix années de présidence d'Alberto Fujimori (de 1990 à 2000), la torture et les mauvais traitements étaient monnaie courante au Pérou ; des centaines de personnes ont été victimes de « disparitions » ou d'exécutions extrajudiciaires. Des membres des forces armées péruviennes, notamment Vladimiro Montesinos, conseiller du président en matière de renseignements, et des membres

de *Grupo Colina*, escadron de la mort dépendant du Service national de renseignements du temps de Fujimori, sont actuellement maintenus en détention et ont à répondre de diverses accusations, y compris d'atteintes aux droits humains. Toutefois, il faut encore qu'Alberto Fujimori comparaisse devant un tribunal.

« *En aidant à garantir qu'Alberto Fujimori soit déféré à la justice, le Japon contribuera à rompre le cycle de l'impunité qui tourne en dérision la vérité et la justice. Dans le cas contraire, cela ne peut que déboucher sur de nouvelles violations des droits humains, en faisant savoir aux responsables qu'ils ne sont pas tenus de rendre compte de leurs actes* », a souligné Amnesty International.

Complément d'information

Alberto Fujimori s'est exilé au Japon après avoir fui le Pérou en novembre 2000. En septembre 2001, un juge de la Cour suprême péruvienne a ordonné son placement en détention, au motif que des éléments de preuve convaincants autorisaient à penser qu'il avait pleinement connaissance de l'existence de *Grupo Colina*, escadron de la mort dépendant du Service national de renseignements – qui se serait rendu responsable d'au moins deux « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires ayant causé la mort de 25 personnes.

Les organisations locales de défense des droits humains, ainsi que les victimes d'atteintes aux droits fondamentaux perpétrées sous son régime et leurs proches, demandent aux autorités japonaises de l'extrader vers le Pérou afin qu'il soit jugé. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>